

Quand la France ne fait plus rêver | L'exemple du Niger

Antonin TISSERON

Le Niger, pays particulièrement exposé à la menace jihadiste qui pèse sur la bande sahélo-saharienne, est généralement considéré en France comme un partenaire fiable et conscient des enjeux sécuritaires. Vue du Niger cependant, hors des alcôves du pouvoir, la relation franco-nigérienne est marquée depuis quelques années par une nette dégradation. Et si cette dernière n'est pas inexorable, elle ne saurait être négligée. D'autant que le Niger ne fait pas exception...

Les 16 et 17 janvier 2015, après la publication en une de caricatures de Mahomet par le journal *Charlie Hebdo*, des émeutes particulièrement violentes touchaient des lieux de cultes chrétiens, des bars et des commerces, dans les villes de Niamey et de Zinder principalement. Le bilan du week-end est lourd : des morts, une vingtaine d'églises et de temples brûlés sur l'ensemble du territoire, des débits de boisson saccagés, des points de vente de cartes téléphoniques Orange vandalisés, le centre culturel français de Zinder incendié, des magasins pillés, à Agadez le siège du parti du président Mahamadou Issoufou (PNDS) attaqué...

Ces émeutes ont constitué un électrochoc. Non parce que les symboles de la France et du parti au pouvoir ont été attaqués, ce qui reste somme toute un classique de nombre de manifestations en Afrique francophone. Mais outre leur caractère particulièrement violent et structuré ainsi que le rôle joué par des imams dans leur déclenchement, elles sont les premières du Niger durant lesquelles la religion chrétienne a été attaquée de cette façon.

Dans cette perspective, elles ont été associées aux excroissances dans le pays de la secte Boko Haram et à la montée d'acteurs religieux radicaux ayant occupé le vide laissé par l'État : prêcheurs, prédicateurs, imams formés à l'école des Izala, mouvement venu du Nord du Nigéria et largement inspiré de la théologie wahhabite saoudienne ainsi que par les pratiques réformistes salafistes (1). « Une idéologie salafiste radicale a [...] peu à peu fait son trou au sein de la société nigérienne, observe l'anthropologue franco-nigérien Jean-Pierre Olivier de Sardan. Elle a pu se développer en surfant sur la vague wahhabite, autrement dit un islam fondamentaliste qui a déferlé sur le Niger et les pays sahéliens depuis une bonne vingtaine d'années, promu par l'Arabie saoudite et le Qatar, à coups de financements massifs, de formations de clercs et de propagande médiatique » (2).

Par-delà cette évolution religieuse, le poids politique croissant d'acteurs religieux – qualifiés parfois « de première force d'opposition » (3) – et l'absence d'encadrement par les représentants d'un État critiqué et en mal de légitimité populaire, ces manifestations posent la question de l'évolution de l'image de la France dans le pays. La lecture reposant sur l'instrumentalisation par l'opposition ou divers meneurs tend en effet à occulter une hostilité croissante à l'égard de la France dépassant les simples facteurs religieux ou un terreau favorable résultant de la pauvreté, du rejet d'un modèle occidental d'éducation et de développement, ou encore d'un islam radical justifiant le recours à la violence et permettant à des prédicateurs de disposer d'un « effet de levier » sur leurs fidèles.

Comme le constatait devant un journaliste un expatrié français dans le pays, « les manifestants ont attaqué les symboles des intérêts français, comme si les Églises évangéliques et catholiques pouvaient être associées à ces mêmes intérêts... » (4). Ce propos mérite d'être nuancé au regard des cibles attaquées et de la présence parmi les manifestants de pillards. Ceci étant, il rappelle que nombre d'émeutiers ont ciblé prioritairement la France et ce qui symbolisait sa présence et son influence.

(1) Le mouvement Izala (*Jama'at Izalat'al-bid'a wa'iqamat al-Sunna*) a été créé à Jos, dans l'État du Plateau (Nigéria) à la fin des années 1970 par le Cheick Ismaïla Idriss. Il s'oppose de manière radicale et parfois violente aux autres branches de l'islam, notamment aux confréries. Mohamed Yusuf, le fondateur de la secte Boko Haram, a été Izala avant de faire dissidence.

(2) Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Comment le salafisme a pu prospérer au Niger », *Marianne*, 21 janvier 2015.

(3) International Crisis Group, *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?*, Rapport Afrique n°208, 19 septembre 2013, p. 28.

(4) Cité par Jean-Louis Le Touzet, « Émeutes anti-Charlie : le double visage du Niger », *Libération*, 18 janvier 2015.

Une image dégradée

Dans les rues et les environs de Niamey (5), le regard porté sur l'ancienne puissance coloniale est particulièrement critique. Au contraire même, il est marqué par une nette hostilité n'étant pas sans évoquer l'antiaméricanisme des années 2000, décennie durant laquelle les Américains prenaient conscience qu'une grande partie du monde ne les aimait pas, tout en tentant d'y remédier. La France serait responsable des difficultés auxquelles sont confrontés les Nigériens. Loin d'être un allié, elle serait au mieux un partenaire défendant avant tout ses intérêts – au détriment de la souveraineté du Niger et sans recherche d'une réciprocité –, au pire un adversaire masquant ses réelles intentions de domination et de contrôle.

Plus précisément, il est possible de distinguer deux types de critiques. Premièrement, l'intervention militaire de la France ne répond pas aux causes profondes de la violence et même contribue à maintenir dans le sous-développement le Niger. « *Ce n'est pas une solution, on ne fait pas ce qu'il faut*, ressent un doctorant de l'université Abdou Moumouni de Niamey. *L'engagement du Niger dans la guerre est inutile. C'est le développement, l'éducation, la santé, qui nous auraient amenés très loin.* » Alors que le pays est confronté à des défis essentiels en matière de sécurité alimentaire, de développement, de système de santé ou d'éducation, la lutte contre les groupes terroristes détourne des priorités. Dans la plupart des régions du Niger en effet, les facteurs principaux d'insécurité ne sont pas les groupes jihadistes et leurs actions terroristes, mais la pauvreté, la misère et la précarité (6). Les Occidentaux se trompent de cible. Comme le résume un humanitaire présent depuis plusieurs années dans le pays, « *il y a un paradoxe entre les préoccupations des gens, les grands problèmes du Niger et les difficultés à vivre au quotidien, et cette problématique du terrorisme régional* ».

Deuxièmement, et il s'agit d'un corollaire de la première critique, Français comme Américains mentiraient sur les raisons de leur présence, allant même jusqu'à entretenir une violence servant leurs intérêts idéologiques, géostratégiques et géoéconomiques suivant une topique de la domination. Comment expliquer le cas écheant, est-il argué, une intervention militaire en Libye contre Kadhafi dont les conséquences vont peser encore plusieurs années sur la sous-région ? Pourquoi Boko Haram perdure-t-il en dépit des efforts réalisés par les partenaires internationaux des États du bassin du lac Tchad ? Comment comprendre que la secte nigérienne puisse encore mener des actions offensives en dépit

(5) Cette note s'appuie sur une soixantaine d'entretiens réalisés à Niamey et dans ses environs auprès d'acteurs de la société civile – classe moyenne et bourgeoisie intellectuelle principalement – et d'étrangers vivant depuis plusieurs années dans le pays. Ils ont été menés en mai-juin 2015 et en mars 2016. Ils ne portaient pas sur l'image de la France mais la perception du terrorisme... thème qui s'est en fait avéré propice chez nos interlocuteurs à évoquer spontanément l'action de la France.

(6) *Étude des perceptions sur les facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel. Addenda : éclairages thématiques et statistiques*, hd/PNUD, mars 2016.

des multiples outils de renseignement dont disposent les Français et les Américains ? « *Si la lutte n'est pas efficace, c'est car les partenaires stratégiques ne jouent pas franc-jeu* », estimait ainsi mi-2015 un juriste proche du pouvoir. « *L'hostilité de l'opinion est montée suite à l'attaque de l'île de Karamga [le 25 avril 2015, ayant entraîné la mort d'une cinquantaine de soldats nigériens], observe de son côté un humanitaire nigérien un mois après les faits. On reproche aux Américains et aux Français de n'avoir rien fait pour la prévenir. [...] Il y a une sorte de haine [...] par rapport au comportement des deux armées. Les communautés ne comprennent pas qu'avec toute cette technologie l'attaque de l'île se soit produite* » (7).

Ces critiques, exacerbées durant l'année 2015 dans le contexte des combats contre Boko Haram, renvoient à la prégnance des théories du complot et à des fantasmes largement répandus. D'une part, Boko Haram et AQMI seraient des instruments au service des intérêts occidentaux en empêchant des entreprises non américaines et non françaises de prospecter et d'extraire des matières premières stratégiques. « *Pour les adeptes de la "complotite", constate un consultant originaire de la région d'Agadez, la France ne veut pas exploiter [la mine] d'Imouraren [...]. Or l'existence d'une zone rouge empêche de donner un permis à ceux qui ne sont pas sur place, c'est à dire à d'autres que les Américains et les Français.* » Quant à la région du lac Tchad, les combattants de Boko Haram seraient un avatar des luttes que se livrent des puissances extérieures pour faire main basse sur les ressources locales. D'autre part, considérer que les militaires américains et les Français, grâce à leurs moyens, sont en mesure de tout savoir relève de fantasmes qui ne sont pas sans faire écho aux débats sur la Révolution dans les affaires militaires aux États-Unis avant l'intervention en Irak en 2003 : grâce à la technologie, le « brouillard de la guerre » disparaîtrait, offrant à l'armée américaine un don d'ubiquité.

Faut-il pour autant balayer ces croyances d'un revers de la main au prétexte de leur incongruité ? Outre le fait qu'elles ont leur propre rationalité, elles sont révélatrices de ce que pensent aujourd'hui nombre de Nigériens et de Nigériennes. Elles mettent à jour la puissance de la lecture socio-économique de la violence au détriment des facteurs religieux et des effets de masque dans l'analyse de la situation sécuritaire. Surtout, elles témoignent d'une incompréhension devant l'action et les objectifs de la France et même d'un décalage dans les attentes, tout en dévoilant une méfiance et une hostilité qui ne sont pas nouvelles mais se sont accrues fortement depuis quelques années.

(7) L'attaque par des combattants de Boko Haram de Bosso début juin 2016, localité aux abords du lac Tchad, nourrit des discours comparables. Cependant, alors qu'une rumeur circule à Niamey dans les jours suivants sur une alerte par les soldats français de Barkhane de la probabilité d'un assaut, l'hostilité se concentre à l'encontre d'un pouvoir considéré comme responsable de l'absence d'appui aérien et de pratiques clientélistes minant les forces armées (voir notamment Nathalie Prevost, « Au Niger, l'attaque de Bosso révèle la faiblesse de l'armée et fait débat », *Le Monde*, 8 juin 2016).

Généalogie d'une hostilité

L'émergence d'une presse libre, la tenue en 1991 d'une Conférence nationale souveraine, les élections pluralistes ont constitué autant de cadres propices à la critique et aux remontrances à l'égard de la France au début des années 1990. Durant cette période, qui marque l'émergence d'un débat public sur la relation franco-nigérienne, le drapeau français est d'ailleurs brûlé à l'occasion d'une manifestation. Au Niger comme ailleurs en Afrique, le sentiment anti-français est en effet répandu, alimenté par les ressentiments entourant la colonisation, les discours « progressistes » des enseignants puis les prêches antioccidentales de religieux (8), les réseaux entourant les pouvoirs, et le sentiment généralisé d'une France omnipotente faisant et défaisant les dirigeants depuis l'indépendance. La lecture nigérienne du putsch de Seyni Kountché en 1974 contre Hamani Diori est à cet égard éloquente. Alors que le président Diori indisposait la France en cherchant à obtenir un prix plus élevé pour l'uranium, le sentiment général est celui d'une opération *a minima* cautionnée par Paris. Or à rebours de cette perception, les « Français n'étaient pas impliqués dans le coup, mais ils furent totalement pris par surprise lors de cet événement » du fait d'une série de défaillances du dispositif de renseignement français et des précautions prises par les putschistes pour maintenir le secret sur leurs intentions auprès des coopérants (9).

Sur ce substrat historique et mémoriel, l'image de la France s'est très fortement ternie depuis quelques années, sous l'effet de plusieurs facteurs et avec une cristallisation autour de quelques symboles. Les entreprises Areva et Bolloré sont perçues comme l'archétype de sociétés n'écoutant pas les populations locales et ignorant leurs besoins. Dans les régions de Tahoua et d'Agadez par exemple, les intérêts français sont ainsi assimilés à ceux d'Areva, entreprise dont l'activité a très fortement dégradé l'environnement sans pour autant générer le développement attendu par les communautés locales (10). Ensuite, la mise en place par les Affaires étrangères françaises d'une cartographie des zones à risques en 2010, concomitante de restrictions sur les visas et destinée à la fois à prévenir les voyageurs et à dissuader de se rendre dans certaines zones, est perçue comme une « injustice absolue » nourrissant les rancœurs et les interrogations sur sa fonction réelle (11). D'une part, elle s'est accompagnée d'un départ forcé des humanitaires, menacés de perdre leurs subventions publiques s'ils n'obtempéraient pas. D'autre part, plusieurs Nigériens dénoncent une « deux poids deux mesures ». Ils ne comprennent pas que la France – non

(8) C'est par exemple le cas dans la région de Zinder, et plus généralement dans les espaces concernés par la diffusion du courant Izala. La présence française et américaine y est perçue comme une porte ouverte à l'occidentalisation culturelle et à une remise en cause du mode de vie prôné par les prêcheurs.

(9) Klaas van Walraven, « "Opération Somme" : La *French Connection* et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974 », *Politique africaine*, n°134, 2014/2, pp. 133-154.

(10) Que les raisons soient liées à Areva, à la corruption de l'administration nigérienne, ou à d'autres causes...

(11) Sur les zones à risques, voir : Nicolas Bombacci, « Les zones à risques du ministère des Affaires étrangères : une tragédie ? », Fondation Jean Jaurès, note n°137, 25 juin 2012.

prise en compte par le Quai d'Orsay – ou encore la plus grande partie de la Turquie ne soient pas en orange ou en rouge en raison des attentats récents dans ces deux pays, tandis que la presque totalité du Niger est colorié dans ces deux couleurs (12). Troisième raison, la politique migratoire associée à Nicolas Sarkozy est particulièrement mal vécue, résumant à la fois l'absence de réciprocité dans la relation franco-nigérienne et le décalage entre les valeurs invoquées par la France, l'argument d'une relation d'amitié ancienne, et la réalité d'une inégalité.

Enfin, l'intervention franco-britannique en Libye pèse lourdement sur l'image de la France. Facteur déclencheur de la dernière rébellion au Mali, menée contre un dirigeant extrêmement populaire dans la région d'Agadez et même à Niamey, en raison notamment des investissements qu'il réalisait dans le pays et du faste accompagnant ses visites (13), cette opération militaire illustre le décalage entre les intérêts nigériens et français, ainsi qu'elle cristallise les questionnements sur l'engagement français dans la sous-région au nom de la lutte contre les groupes terroristes. La Libye a été une « *erreur stratégique, [...] il y a des choses que l'on n'arrive pas vraiment à saisir* », résume un député nigérien. Et, dans ce contexte, la machine à hypothèses fonctionne à plein.

Un décalage qui s'accroît

L'élection de François Hollande laissait espérer un changement après un mandat de Nicolas Sarkozy particulièrement délétère. Cependant, quatre ans après son arrivée au pouvoir, c'est plutôt la déception qui est associée à son action, et le décalage entre la France et les Nigériens a continué de s'accroître. Sur l'autel de la lutte contre le terrorisme et une relation ancienne entre les deux présidents, les entorses aux droits de l'Homme sont pardonnées, tout comme la corruption et les pratiques clientélistes. Le climat de la campagne électorale du printemps 2016 et les tensions entre le pouvoir et l'opposition ont d'ailleurs contribué à exacerber l'hostilité envers la France. Pour les opposants au régime, non sans rappeler la tendance à décrypter la vie politique nigérienne à travers le prisme d'une France faisant et défaisant les présidents, la victoire de Mahamadou Issoufou s'explique par le soutien français et, plus généralement, par celui des Occidentaux.

(12) Exceptions récentes : le parc de Kouré ainsi que les villes de Niamey, Kanazi et Dosso sont en « vigilance renforcée ».

(13) Venu à Agadez pour la fête de Mouloud (commémoration de la naissance de Mahomet) en 2007, Kadhafi a fait construire des villas, des lampadaires, des routes et organisé des fantasias. Ce faste s'accompagne de pouvoirs magiques. Lorsque le 30 mars 2007 Kadhafi prie avec Tandja dans le grand stade de Niamey, la pluie tombe trente minutes plus tard. Or les gens s'en souviennent encore. « *Kadhafi prie, il pleut.* »

Si les premiers mois de l'année 2016 sont à replacer dans une campagne électorale propice aux affrontements et à la recherche de financements et de soutiens, force est de constater que la France est aujourd'hui associée à des dérives du pouvoir nourrissant le rejet du modèle politique et social occidental – ou de ce qui est considéré comme tel –, et la progression des discours demandant une république islamique. « *La démocratie ce n'est pas pour l'Afrique, le pouvoir va à ceux qui ont le plus d'argent. La dictature n'est pas acceptée par la communauté internationale. Il faut une république islamique pour moraliser la société* », estimait un interlocuteur nigérien deux semaines après la victoire électorale de Mahamadou Issoufou. Ce lien entre moralisation des mœurs politiques et république islamique peut être fortement interrogé, comme en témoigne le classement de la Mauritanie par l'ONG *Transparency international* en matière de perception de la corruption (112e sur 168 pays, le Mali étant 95e et le Niger 99e) (14) ou encore les récits de Mauritaniens sur le fonctionnement du régime et des administrations dans leur pays. Ceci étant, il est révélateur des attentes déçues, de l'épuisement de certains modèles, et de la façon dont le religieux apparaît aujourd'hui comme l'un des rares domaines préservés et sur lesquels il est possible de s'appuyer pour réformer et régénérer le corps politique et social.

La focalisation sur les enjeux migratoires par les États européens aujourd'hui illustre également les écarts en matière d'attentes et de perceptions. Alors que les Européens ont décidé lors du sommet de la Valette la création d'un « fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique » (1,8 milliards d'euros), la liberté de circulation est considérée au Niger comme un droit élémentaire (15). De même, à rebours d'une vision négative des migrations, la migration vers l'Europe ou un autre continent est vécue par les migrants et les différents acteurs de la société civile des pays de départ comme une quête de sécurité et de bien-être, une opportunité pour leur famille et leurs proches. Partir tenter sa chance relève du bon sens dans un pays où 50% de la population a moins de 15 ans, où les jeunes passent une grande partie de leur journée sur une chaise en plastique, et dans lequel la consommation de stupéfiants est devenue un enjeu majeur de santé publique (16).

(14) Indice de perception de la corruption 2015, *Transparency International*. Le chantier du nouvel aéroport de Nouakchott apparaît comme un résumé de certaines pratiques du pouvoir (Alain Antil, « L'étoile pâlie du président Mohamed Ould Abdel Aziz », blog Afrique Décryptages de l'IFRI, 3 mai 2016).

(15) À noter que les Nigériens ne font pas partie des nationaux qui émigrent le plus en Europe. Au contraire même...

(16) Outre une consommation de tramol (ou tramadol) de plus en plus répandue dans l'ensemble des couches sociales, la dose de krach est disponible à 10 000 francs CFA dans les rues de Niamey (30 000 francs CFA pour une dose de cocaïne). Quant à la région de Diffa, nombre de jeunes partent dans la brousse fumer du cannabis. Si le développement de la consommation inquiète les services confrontés à cette évolution, les autorités n'ont initié aucune approche de réduction des risques.

Une lame de fond inexorable ?

Les représentations ne sont bien évidemment pas figées et elles s'inscrivent dans une « éthique situationnelle » (17). Au début des années 2000, des jeunes Nigériens particulièrement hostiles aux États-Unis étaient parmi les plus désireux de migrer dans ce pays afin de s'enrichir. De même, critiquer la politique des Européens ne signifie pas refuser toute opportunité permettant de recevoir des aides. Toutefois, par-delà ce constat, l'évolution de l'image de la France au Niger pose la question d'un processus ne pouvant être réduit à la propagation de courants musulmans radicaux, de ses implications et, *in fine*, de la politique française dans le pays, voire en Afrique de l'Ouest.

Avec les opérations militaires Serval et Barkhane, la France s'est (ré)imposée comme un acteur majeur de la bande sahélo-saharienne en jouant la carte du sécuritaire, au point que plusieurs observateurs ont dénoncé une politique piégée par les priorités de la lutte contre le terrorisme. Certes, ces dernières remettent au second rang d'autres considérations. Cependant, les errements de la politique française les dépassent largement, avec un mélange de « court-termisme », de cécités et de nombrilisme. La fluctuation des orientations politiques depuis les années 1990 entre intervention et multilatéralisation (africanisation ou internationalisation *via* l'ONU) (18), les restrictions en matière de déplacement, la diminution de l'aide dans le domaine de l'éducation, la réduction du nombre d'experts techniques internationaux et la baisse de leurs budgets, sont autant de signes d'une absence de clarté dans les orientations et d'un déficit dans la prise en compte des besoins des acteurs locaux. De même, la personnalisation des relations entre dirigeants et les déceptions du premier mandat de Mahamadou Issoufou (19) nourrissent l'hostilité à l'égard d'autorités françaises tolérant trop facilement la conduite de leur partenaire et n'écoulant pas les attentes des populations, prétendant incarner la démocratie sans pour autant la défendre avec la vigueur attendue (20).

La lame de fond actuelle n'est pas inexorable. Cependant, pour l'enrayer, plusieurs efforts et clarifications sont nécessaires. Le premier consiste à tenir un discours de vérité sur l'erreur qu'a été l'intervention militaire en Libye en 2011 et sur les intérêts, les priorités et, à l'égard de ses partenaires, les limites de l'action de la France. Le deuxième est celui d'une

(17) Adeline Masquelier, « Négocier l'avenir. L'islam, les jeunes et l'État au Niger », dans René Otayek et Benjamin Soares (dir.), *Islam, État et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009, pp. 459-490.

(18) L'exemple ivoirien est à cet égard éclairant (Richard Banégas, « Le retour du "gendarme de l'Afrique" Politique du "yo-yo" en Côte d'Ivoire », *Revue de la défense nationale*, n°763, octobre 2013, pp. 21-26).

(19) Voir par exemple Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Niger. Lettre à mes amis du parti vainqueur : saurez-vous ne pas reproduire les erreurs du passé ? », *Marianne*, 18 avril 2016.

(20) Si Mahamadou Issoufou a été réélu à la présidence avec 92% des voix en avril 2016, les conditions du second tour – marquées notamment par l'emprisonnement du *challenger* Hama Amadou puis son départ en France pour raisons de santé – et la simple arithmétique électorale n'ont pas été sans soulever des questions (Christian Bouquet, « Au Niger, le président Issoufou a-t-il été élu "comme on l'entend" ? », *The Conversation*, 18 avril 2016).

plus grande attention à la jeunesse et à la société civile, à ses ressentiments et à ses attentes, notamment dans les domaines de l'adéquation entre les valeurs invoquées et la politique menée, mais également en ce qui concerne l'éducation ou le développement. Troisième effort, peut-être le principal, il importe de faire évoluer les mentalités. « *Le gagnant-gagnant n'est pas entré dans la posture de la France avec ses anciennes colonies, analyse un expert international présent depuis plusieurs années dans le pays. On parle avec les mêmes gens, on a les mêmes salades. On ne joue pas pour gagner. On joue pour empêcher les autres. On n'a aucune générosité. On se bat contre des gens qui ont tout à gagner, on se comporte comme des gens qui ont tout à perdre. Le rayonnement de la France ne va pas augmenter comme cela.* »

En l'absence de changement, les déceptions et les rancœurs contribueront à détourner de la France les partisans d'une démocratie et d'un modèle de société au nom desquels les soldats français sont pourtant engagés. Deuxième conséquence, la France continuera d'apparaître de plus en plus comme une figure du passé et un vecteur d'immobilisme, creusant davantage le fossé avec l'opinion publique et nourrissant des discours anti-impérialistes et souverainistes pouvant générer des oppositions, des résistances et favoriser des dynamiques de radicalisation ne pouvant être réduites à la progression de courants musulmans échappant à l'autorité de l'État ou à une instrumentalisation extérieure.

Avec le soutien de



Antonin TISSERON est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'un Master 2 de Défense (Paris 2) et Docteur en histoire des Relations internationales (Paris 1), il réfléchit principalement sur les enjeux géopolitiques, de défense et de sécurité dans la zone Maghreb Sahel. Il travaille en outre depuis plusieurs années pour le Ministère de la Défense sur les problématiques de la modernisation des forces armées, de la contre-insurrection et des opérations extérieures.

Paris

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris
+33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Rue de La Fauvette, 92, B-1180 Bruxelles
+32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions: obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, juin 2016